



HAL
open science

Les évènements politiques à Toamasina en 1958

Germaine Waibel

► **To cite this version:**

Germaine Waibel. Les évènements politiques à Toamasina en 1958. *Revue historique de l’océan Indien*, 2005, Dynamiques dans et entre les îles du Sud-Ouest de l’océan Indien : XVIIe-XXe siècle, 01, pp.350-362. hal-03412322

HAL Id: hal-03412322

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412322>

Submitted on 3 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les événements politiques à Toamasina en 1958

Germaine Waibel
Université de Toamasina

Notre communication se donne pour objet d'apporter la lumière sur les événements politiques à Toamasina en 1958. En effet, combien fut grande notre surprise lorsque nous apprîmes que la population de Toamasina ignorait tout ce qui s'était passé dans le milieu politique, après « 1947 ». Dans cette analyse, nous essayerons d'abord de démontrer l'existence du nationalisme betsimisaraka, à travers le premier parti politique d'opposition, le CAPSIM, ensuite de découvrir le pourquoi du caractère d'extranéité du Congrès National de l'Indépendance de Madagascar pour la ville de Toamasina. De plus, nous prouverons que la lutte pour l'indépendance concerne tous les Malgaches sans distinction d'ethnie. Et, enfin nous étudierons le comportement de la population et les causes du dérapage lors du référendum, c'est à dire l'échec du « non »

I - LE NATIONALISME DANS LA CAPITALE BETSIMISARAKA EN 1958

À Toamasina la création du parti CAPSIM (Comité d'Action Politique et Sociale pour l'Indépendance de Madagascar) en 1956, où sont regroupés tous les nationalistes ou tous ceux qui ont participé à l'insurrection, cristallise, une fois de plus, le caractère contestataire de la ville de Toamasina. En 1958, Toamasina connaît une atmosphère de liberté politique, sociale et culturelle ; ville d'accueil, grâce à sa situation géographique, Toamasina devient le pôle politique vu le choix que se sont fixé tous les nationalistes pour réaliser le Congrès National en mai 1958. La liberté plane également au niveau de la politique, l'existence des partis PSD et CAPSIM en témoigne, c'est dire que la démocratie régnait à Madagascar en 1958.

Cet air de liberté, en dépit de l'insatisfaction de la Loi-Cadre, se confirme par la présence de Bezaka Alexis au sein du gouvernement de Tsiranana. L'espoir d'une indépendance prochaine anime les combattants nationalistes tamataviens, malgré cette cohabitation singulière. Comment ne pas être optimiste lorsqu'un nationaliste de la province betsimisaraka où l'insurrection a fait rage en « 1947 », est à la tête du grand rassemblement politique ? Cependant cette cohabitation politique ne durera pas, car il ne s'agit pas de mettre en cause l'intérêt des colonisateurs français sinon à quoi aura servi toute cette mascarade venant du PSD ? Soulignons que le Congrès en tant que continuité de la lutte des nationalistes malgaches, se doit d'être mis en exergue dans la mesure où il a pu réunir plus d'une dizaine de partis politiques. Ainsi, les 2, 3 et 4 mai 1958, le CAPSIM se fait un grand honneur d'accueillir tous les invités, venus de toutes les différentes parties de l'île. Les CAPSIM, FNM (Front National Malgache), PPM (Parti du Peuple Malgache), UNAM (Union Nationale des Autonomistes de Madagascar), FVM, UTP, (Union Travailleuse et Paysan), PNDOI (Parti National Démocratique de l'Océan Indien), GDSM (Groupe des Démocrates Sociaux de Madagascar), Amis des paysans, des observateurs et des journalistes se trouvent réunis dans la grande

salle du gymnase, l'actuel SOAVITA. Trois jours inoubliables, hélas effacés de la mémoire collective des Malgaches, sur quoi des nationalistes en 1958, comptèrent énormément car il s'agit de l'avenir politique de la nation.

Le rôle du CAPSIM

Le CAPSIM, parti œuvrant à ses débuts pour le développement de Toamasina, comprend des membres issus de diverses origines qui appartiennent à différentes catégories socio-professionnelles. En dépit de la composition ethnique de ce parti, preuve d'une volonté irrésistible d'indépendance malgache, le parti au pouvoir ne cesse de répandre que seuls les « merina » revendiquent l'indépendance. À cela s'ajoute la considération du Congrès comme étant un Congrès « communiste » : le gouvernement va devoir combattre deux adversaires, le nationalisme communiste¹ et celui des non-communistes². À noter, de même, que la majorité des participants à ce Congrès sont des Tananariviens ou plus exactement des « merina » ; dans ce cas le Congrès devait-il se tenir à Toamasina ? Que font alors des originaires de Sainte-Marie, du Sud-Est et de Fenerive-Est parmi les organisateurs ? L'unité des Malgaches à travers le Congrès suffirait-elle à ôter toute allusion ethnique que le parti au pouvoir tient tant à semer au sein des Malgaches ?

Toujours est-il que la tenue du Congrès gênait de toute évidence le pouvoir. Mais qui sont les membres du CAPSIM ? Tsiazonangola Jules, un originaire du Sud-Est, membre du comité exécutif, Alexis Bezaka, un originaire de Fenerive-Est, adjoint au maire, Lafatra, un originaire de Toamasina, Dapa Louis, Rakotomalala Robert, un originaire d'Antananarivo, bijoutier et conseiller municipal, Randimbisoa Noël un originaire d'Antananarivo, professeur d'anglais dans une école privée. Emmanuel Tila et Ranaivoson Alphonse, des membres dynamiques et fins organisateurs du Congrès, Bessy Arthur, Jaka Pierre, le docteur Ramarohetra, Rakotonirina Edmond, Richard Andriamanjato, Gisèle Rabesahala, et Ravoahangy Esther³, tels sont les acteurs de la continuité dans la lutte pour l'indépendance du pays.

De ce fait, le CAPSIM en tant que parti organisateur et maître d'œuvre du Congrès en raison du choix du lieu à Toamasina, reflète d'une façon indubitable la « malgachitude » de ce grand rassemblement.

Ainsi, une fois de plus, la ville de Toamasina est le théâtre d'un événement politique sans pareil, grâce à l'écho de ce Congrès qui a été fort apprécié par les anciens députés de Madagascar⁴. Ces derniers ont fait savoir leur accord pour une indépendance véritable et non pour une indépendance au sein de l'Union. Le départ des représentants de différents partis politiques à la gare de Soarano Antananarivo, assistés d'une foule déferlante⁵ en direction de Toamasina corrobore de plus le désir intense des Malgaches dans l'attente de ce Congrès. L'accueil à la gare Manguier Toamasina fut de même, ce qui fait du Congrès une première historique dans l'histoire politique de la province betsimisaraka voire de Madagascar.

1. Toamasina a été longtemps un foyer du communisme, vu l'existence du PCRM en 1930.

2. Deux partis UPM et PNDI qui sont en liaison avec Moscou.

3. Les fondateurs du CAPSIM.

4. *Imongo Vaovao* du 2 mai 1958, n° 613.

5. *Idem* du 3 mai 1958, n° 614.

À la fin de ce Congrès, cinq mille personnes ont attendu à la porte du gymnase pour connaître le résultat du débat politique qui s'était déroulé durant trois jours. Robert Rakotomalala, représentant le comité d'accueil, prit la parole pour remercier les participants de la réussite du Congrès⁶. Soulignons que le ministre Bezara Justin fit part de son enthousiasme pour la tenue du Congrès et les décisions prises⁷. Monja Jaona fut également présent mais à titre d'observateur car ne représentant pas de parti.

Concernant l'organisation du Congrès, il faut souligner que l'accès au gymnase se fait sur présentation de carte d'invitation⁸. Par conséquent, le CAPSIM tient à veiller au bon déroulement du Congrès, le premier dans le pays à livrer un combat contre l'administration coloniale. C'est ainsi que trois personnes qui viennent d'Andapa, de Mahajanga et de Sambava, ne sont pas reçues à défaut de carte d'invitation ce qui dénote un souci d'organisation de la part du parti.

En conséquence, les représentants de la population malgache ont pu exprimer leurs aspirations à l'indépendance, lors de cette grande réunion. L'indépendance, dans ce cas, concerne tous les Malgaches et non tout particulièrement les « merina ». Ce faisant, comment pourrait-on croire que cet événement à Toamasina n'est destiné qu'à quelques Malgaches de l'île ?

De plus, l'on ne peut passer sous silence le rôle politique que Toamasina a tenu lors de cet événement de taille, ce même rôle qui confère à la ville de Toamasina en 1958 le titre de « capitale politique ». Robert Rakotomalala reconnaît avec regret qu'il y a eu une défaillance de leur part, autrement dit, des nationalistes tamataviens, quant à cette amnésie collective.

La lutte des Malgaches dans la partie Est de Madagascar paraît presque méconnue des Tamataviens. L'on peut penser que cette attitude irréfléchie, sans doute jugée nécessaire à cette époque, pour les concernés, leur coûte cher - serait-elle l'explication de l'absence d'égard aux anciens combattants lors de chaque commémoration de 1947 ? Seuls ces derniers et quelques hauts responsables y sont présents, de plus, le sens que l'on attribue à la commémoration est-il compris et transmis à la population malgache ? En conséquence, le silence autour du Congrès ne peut provenir des seuls Tamataviens malgaches, les congressistes. Toutefois, ce silence serait-il voulu ou suscité par la conjoncture politique ?

À dire vrai, des Tamataviens ignorent l'objectif de ce Congrès en mai 1958. Dire que la création du parti AKFM s'est faite ici à Toamasina ne pose-t-il pas un paradoxe ? D'autant que l'AKFM ne serait composé que des Malgaches originaires d'Antananarivo : des bourgeois merina⁹. Vont-ils se déplacer à Toamasina pour fonder leur parti, à l'époque où le vent du tribalisme souffle ? Et que penser du CAPSIM, dont le président est un anti-communiste renommé ? L'accueil et les organisations leur seraient-ils destinés dans ce cas ? Le nom que porte le parti AKFM coïncide également avec l'appellation française du Congrès ; toujours est-il que c'est le souvenir

6. *Idem* du 7 mai 1958, n° 617.

7. *Idem* du 10 mai 1958, n° 619.

8. *Gazetin'ny Malagasy* 7 mai 1958 n° 617.

9. R. Litalien, *Madagascar, 1956-1960 : une étape vers la décolonisation*, thèse de III^e cycle, Paris, 1975, p. 110.

dont les Tamataviens gardent de ce Congrès. Ce qui nous pousse à en apprendre un peu plus sur cet évènement.

Le Congrès National de l'Indépendance de Madagascar, à Toamasina

C'est grâce à l'UNIUM que ce Congrès a eu lieu, exhortant tous les partis politiques à se réunir pour un Congrès afin de trancher sur le sort de l'île. Un manifeste déclarant aux yeux du monde entier l'indépendance de Madagascar a été envoyé aux moyens de journaux, d'affichage et de lettres auprès de l'Assemblée représentative.

Des lettres sont aussi envoyées pour informer au sujet du Congrès, aux présidents des partis africains, de l'Assemblée nationale française et de la République française ; à tous les parlementaires de Madagascar, messieurs Mendès France, Houphouët-Boigny, Senghor, Mitterrand, Diop Allionne et Me Santos. Dans ce manifeste, Madagascar fait connaître son droit légitime à recouvrer son indépendance et son attachement à la souveraineté nationale, sans pour cela nuire aux relations bilatérales existant entre la France et Madagascar. Le docteur Ramamonjy Ratrimo, le 2 mai, dans son discours d'ouverture, place le destin de l'île entre les mains de Dieu et des ancêtres. Il fait savoir que seule la volonté de Dieu a pu réunir tous les Malgaches à ce Congrès afin d'examiner la question de l'indépendance. Outre cela, il souligne que le but ultime du Congrès est de faire de Madagascar une République unitaire et démocratique¹⁰. Alors que le pasteur Richard Andriamanjato, dans son discours, rappelle aux Malgaches réunis pour ce grand évènement toutes les luttes politiques que des Malgaches refusant l'oppression coloniale ont connues.

Et de souligner que la continuation de la lutte se fera sans violence, aussi le moment est-il venu d'éradiquer l'impérialisme. L'aspiration des Malgaches à la libération nationale est patente, aussi l'exemple des villes telles que Bandoeng, Dien Bien Phû et Le Caire, qu'il faut imiter ne doit pas nous faire faire marche arrière. La présence des partis politiques à ce Congrès témoigne de la volonté des Malgaches d'accéder à l'indépendance¹¹.

Le Congrès exprime donc une volonté populaire et se veut représentatif de l'opinion de tous les Malgaches. De même, une partie des résolutions finales¹² que nous citons ici, en fait preuve pour s'affranchir du joug colonial, car la colonisation n'est plus d'actualité dans le monde du XXe siècle. « *Rappelle que les liens d'amitié entre le peuple malgache et le peuple français et les rapports d'intérêts mutuels entre Madagascar et la France ne peuvent être assurés que par la restitution à Madagascar de son indépendance* », dans cet esprit, le Congrès estime que les intérêts communs ou réciproques des deux États devront être discutés dans des conférences et traités dans des actes bilatéraux.

Eu égard à la structure interne de l'État malgache, le Congrès se prononce pour une République malgache unitaire et démocratique dont la constitution sera votée au suffrage universel direct. Cette résolution exprime les modalités d'obtention du futur statut de Madagascar, condamne implicitement la violence de l'insurrection de 1947 et

10. « kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara », Toamasina 2, 3, 4 mai 1958 p. 13.

11. L. Rabéarimanana, « Changement et persistance de la domination française à Madagascar de 1930 à 1975 » in *Relations internationales*, n° 77, Printemps, 1994, 114 p., p. 42.

12. R. Pascal, *La République Malgache*, Berger Levrault, Paris, 1965, p. 181.

utilise la voie pacifique, une négociation bilatérale. L'on constate la position conciliante des nationalistes qui veulent prendre en ligne de compte non seulement les intérêts malgaches mais aussi ceux des Français.

Le Congrès propose une République malgache unitaire et démocratique, c'est à dire une République où il n'y a qu'un seul État qui est différent d'une République fédérale. Une délégation permanente où sont¹³ représentés les différents partis politiques qui ont participé au Congrès aura pour tâche de réaliser toutes ces décisions. Le ministre A. Bezaka, le pasteur R. Andriamanjato du CAPSIM, Rabesahala Gisèle, Rajaofera Maurice de l'UPM, Razafindrabe du PNDIOI, Randrianarison Michel, Rasoa-mahenina de l'AAP, Razafindranovona, G. Rajaonson du FFM, M. Randria, A. Rakotozafy du FMTC, G. Rakotoniaina, M. Razafinjatovo du GDSM, B. Ratovoharisoa, Michel Xavier du PPN, W. Rabemananjara, E. Premillieu du VTP, P. Ranaivo, J. Rakotoniaina de l'UNAM, suivis des membres de l'UNIUM en tant que conseillers font partie de cette délégation.

Parallèlement un évènement qui entend être du même ordre que le Congrès de Toamasina se tient à Antananarivo, dans le palais de Tsimbazaza où l'Assemblée représentative - qui représente les cinq Assemblées provinciales (Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Toliara et Mahajanga) élues au double collège et pour les Malgaches au suffrage restreint - tente tout pour contrecarrer le Congrès à Toamasina¹⁴. S'annonce alors un combat politique où les deux tendances, le PSD et les congressistes, auront à se mesurer.

Duel politique : Toamasina et Tsimbazaza

Si à Toamasina, les congressistes discutent de l'avenir de Madagascar, à Tsimbazaza (Antananarivo), le Président de l'Assemblée représentative, Zafimahova, réfute la tenue du Congrès à Toamasina, car il n'y a que lui et lui seul qui doit en décider¹⁵. Est-ce l'idée de représentativité qui fait défaut ou l'aspect national que revêt le Congrès ? À noter que les congressistes ont reçu la bénédiction des Malgaches¹⁶ ; de plus, ce Congrès fait écho de par le monde¹⁷, autrement dit, c'est une grande première dans l'histoire politique malgache. Il est clair que chaque entité essaie de gagner la confiance des Malgaches, en d'autres termes d'être le véritable porte-parole des Malgaches.

Si, à Tsimbazaza, l'on cherche à museler le nationalisme qui par contre, fait son chemin à Toamasina, l'on peut dire que la démocratie régnait à cette époque où les deux tendances ont cherché à exprimer leur point de vue aux Malgaches. Ainsi, un match politique s'offre aux yeux des Malgaches où l'un comme l'autre sollicite leur appui et se le dispute : « *le congrès de Toamasina est un bidon vide qui fait plus de bruit que de poids... Tous ceux qui se disent représentants de Madagascar ne sont que des aigris, éliminés par le peuple aux dernières élections ou des membres de petits partis politiques ; le seul parti de ce Congrès qui a des membres dans quelques partis de l'île est l'UPM, un parti communiste. C'est donc la Russie soviétique qui mène le jeu vers ses*

13. In *AKFM*, p. 30-31.

14. *La République*, n° 22 du 1^{er} mai 1958.

15. *Kintan'i Madagasikara*, n° 726 du 9 mai 1958.

16. *Maresaka*, n° 1287 du 3 mai 1958.

17. *Imongo Vaovao*, n° 613 du 2 mai.

représentants communistes à Madagascar. Malheureusement, les représentants des petits partis participant à ce Congrès étaient trop naïfs pour comprendre qu'ils étaient noyautés par l'UPM »¹⁸.

Ainsi, cette déclaration du vice-président du conseil de gouvernement consiste, en premier lieu, à rendre insignifiant le Congrès, et, en deuxième lieu, à prévenir les Malgaches de la menace du communisme. Cependant, ce Congrès qui comptait énormément aux yeux des nationalistes en mai 1958, ne revêt aucune importance ni pour la population tamatavienne de l'époque, ni pour celle d'aujourd'hui. Ce qui nous amène à nous poser des questions sur l'aspect d'extranéité que revêt ce Congrès pour les tamataviens.

Le Congrès national, étranger à la population tamatavienne

De nombreuses questions se posent, en effet, devant le regrettable silence qu'affichent les Tamataviens face à un évènement politique de grande envergure. Toujours est-il que la génération actuelle se doit de découvrir l'histoire politique de sa ville, tel est l'objectif de cette présente étude. Tout d'abord, il convient de souligner que Toamasina comprend une population hétérogène qui fait d'elle une ville cosmopolite. C'est, en particulier, une ville européenne, malgré le défi qu'ont lancé les congressistes, en la choisissant comme lieu privilégié de ce débat politique en mai 1958. Ainsi, combien grande fut la résistance des congressistes face aux édiles chargés des symboles du pouvoir colonial ? Malheureusement, qu'en est-il aujourd'hui de l'œuvre de ces courageux nationalistes qui ont fait couler beaucoup d'encre¹⁹ ? À comparer avec la foire internationale, qui a eu lieu à Toamasina en 1963, la mémoire collective retiendrait davantage cette dernière. Pourtant, il s'agit de deux évènements d'envergure internationale.

Ces nationalistes seraient-ils des laissés-pour-compte actuellement ? Le Congrès national serait-il destiné uniquement aux hommes politiques voire à une élite politique, les Tamataviens s'en désintéressaient-ils complètement ? Cette attitude découlerait-elle d'un « ras le bol politique » des Tamataviens ou de l'ignorance de la nature du Congrès ? En effet, l'on ne peut s'empêcher de s'étonner, en dépit des échos de la presse, de l'indifférence des Tamataviens. La foire aurait plus de poids historique, grâce à la participation massive de la population : c'était un moment d'allégresse.

Par contre, ce qu'évoquent ces Tamataviens en parlant du Congrès : c'est le Congrès de l'AKFM dont parle Pascal Roger²⁰ dont les Tamataviens se souviennent, ajouté à cela, les noms du pasteur Andriamanjato et de Gisèle Rabesahala. L'anti-communisme de l'époque aurait-il fait son effet, ce qui expliquerait le silence voulu des hommes politiques, quant au véritable objectif du Congrès ? En outre, l'éviction des ruraux qui ont pourtant enduré la souffrance de la colonisation, des marosalohy, c'est le nom donné aux maquisards dans la partie Est de Madagascar - ceux qui portent de nombreuses sagaies - affirment ne pas être au courant du Congrès et manifestent leur surprise²¹, étouffe la méconnaissance de l'existence du Congrès. En clair, le Congrès

18. R. Litalien, *op. cit.*, p. 142.

19. Les journaux malgaches et français.

20. R. Pascal, *op. cit.*, p. 73.

21. Ramanamahefa Edmond, alors employé de la commune à cette époque, surpris et baisse la tête.

relève de l'apanage d'une élite politique et donc, étrangère à la population tamata-vienne. De plus, qu'était Bezaka pour les Tamataviens ? Peut-on dire qu'il avait un rayonnement plutôt national que régional ?

De même, il est probable que l'on a fait abstraction complète des combattants marosalohy, alors que des ex-MDRM étaient invités au gymnase. Cette discrimination entre cette catégorie de combattants continue d'exister, lorsque des marosalohy traitent des ex-MDRM de « *faiseurs de politique sur la table* » ou « *politika ambonny latabatra* » contrairement à ceux qui ont participé au maquis²². Bezaka réfute cependant cette idée discriminatoire²³, toutefois, la différence paraît sans conteste, compte tenu des catégories socio-professionnelles des nationalistes.

Ce caractère d'extranéité du Congrès serait donc voulu et délibéré. Qu'est-ce qui se passe après le Congrès national ? Les nationalistes se divisent. En effet, un protocole d'accord est signé à l'issue du congrès, interdisant à tous les partis politiques présents de s'approprier le nom de Congrès national²⁴. Or Richard Randriamanjato, qui est membre du CAPSIM, choisit de se joindre à Gisèle Rabesahala et quelques partis d'obédience communiste pour fonder l'AKFM. Bezaka réprovoque cette alliance, vu la formation qu'il a reçue dans un séminaire et comme il le dit « *je ne supporte pas du tout ce qui touche au communisme* ». Ainsi, des dix partis politiques ayant participé au Congrès, six se regroupent pour fonder l'AKFM²⁵. Cette situation très regrettable et inconséquente aura pour effet de nuire à l'influence politique de Bezaka et sa suite, car elle a largement contribué à la victoire du « oui »²⁶.

De son côté, le pasteur Andriamanjato réplique en niant l'existence de ce protocole d'accord et affirme que tous les partis ont reconnu à l'unanimité la nécessité de créer un parti unique fort à l'exemple de la Guinée pour conforter la lutte pour l'indépendance. C'est ainsi que l'équipe de Bezaka s'écarte de celle des communistes, ce qui contredit, de plus, l'argumentation du PSD qui considère le Congrès comme relevant du parti communiste français²⁷. Certes des partis communistes, dont l'UPM et le PNDOI, ont participé au Congrès, mais il est faux d'insister sur l'appartenance communiste de tous les congressistes.

Par ailleurs, le problème ethnique n'y trouve pas non plus sa place car le fait d'habiter Antananarivo et d'y travailler - Bezaka assurait la fonction de ministre de la santé - ne signifie pas être originaire d'Antananarivo, c'est à dire un « merina ». Rakotonirina Edmond, un originaire d'Antananarivo, a travaillé à Toamasina tout comme Rabenja Marcel. Par contre dire que « *90 % des participants au Congrès étaient des merina* » serait erroné. De même, si l'on en tient compte, nous avons pu dénombrer 27 personnes venant de la capitale, 19 de Toamasina, 6 de la province de Fianarantsoa et 4 de Toliara. Les autres viennent des régions du Nord-Est et de l'Ouest ; cependant il y a 9 personnes dont l'origine n'est pas mentionnée.

22. Communication personnelle de Marorazana, un ex- marosalohy.

23. Bezaka dans son discours, lors du cinquantenaire de l'insurrection de 1947, 1998.

24. Communication de Alexis Bezaka et de Robert Rakotomalala, 1997.

25. Communication personnelle de Richard Randriamanjato, 1998.

26. Communication de Robert Rakotomalala.

27. L. Rabéarimanana, « 26 juin 1960, proclamation de l'indépendance de Madagascar, beaucoup d'espoir » in *Revue de l'océan Indien*, juin 2000, pp. 40-42 ; *France-Madagascar* du 14 mai 1958, n° 2696.

Par conséquent, l'oubli collectif que manifeste la population tamatavienne pour le Congrès national en mai 1958, est volontaire. Sans doute, les nationalistes ont-ils jugé bon de le faire, car n'est-ce pas un acte indigne et des plus humiliants que cette immixtion de l'AKFM qui vient entacher l'œuvre des congressistes ? Toamasina apparaît comme étant le fief du CAPSIM dont le leader ne porte pas dans son cœur le communisme. Peut-on faire allusion au « régionalisme » de Bezaka et de son parti ici ? Par ailleurs, ce geste délibéré de la part des acteurs du Congrès, dénote l'anticommunisme de Toamasina en réponse à Philibert Tsiranana qui traite le Congrès de « Congrès communiste ». De nos jours, Robert Rakotomalala baisse la tête quant aux retombées de cet acte soi-disant délibéré, devant la population tamatavienne qui ignore la réalité sur le Congrès national de l'indépendance de Madagascar, lequel a eu lieu dans sa propre ville. Robert Rakotomalala ajoute que c'est ce qu'il a trouvé de mieux à faire, en parlant du pasteur Andriamanjato. Tandis que Bezaka, de son vivant, déplore l'impudence de Richard Andriamanjato, à propos du protocole que ce dernier n'a pas respecté.

II - POUR UNE INDÉPENDANCE MALGACHE

La détérioration de l'environnement politique à Toamasina et la position dans laquelle les nationalistes se trouvaient, résulteraient des conséquences rencontrées au lendemain du Congrès national. Le résultat du référendum dans la province Betsimisaraka découlerait-il du traumatisme chronique de « 1947 » ? Ainsi donc, les intimidations de tout genre et les fraudes électorales n'auraient servi à rien. Outre cela, le Congrès de 1958 serait vain, mais comment éclaircir le combat politique entre le PSD et les congressistes ? Certes, il s'agit d'une lutte ou plus exactement d'une course au pouvoir entre deux personnages que la presse n'a eu de cesse d'évoquer, sinon le duel politique n'avait aucune raison d'être.

Une lutte en commun, l'indépendance

Les 83 % de oui et les 17 % de non²⁸ ne peuvent que nous surprendre même si la « victoire du oui était fort prévisible »²⁹. C'est à dire que la mort des combattants malgaches s'avérait inutile ou encore que les Malgaches regrettaient d'avoir lutté contre les colonisateurs français. La décolonisation se fera sous l'égide des Français et non par les nationalistes. Concernant Toamasina, sur 247 539 électeurs, 155 391 ont voté pour le « oui » et 89 404 pour le « non » : ce qui fait un taux de participation de 90 %³⁰, chose inimaginable. Dans la province de Toamasina, les 34,5 % de non semblent impossibles, vu la volonté collective, incontestée, des habitants de l'Est de sortir du joug colonial et du massacre barbare perpétré durant la répression. L'on assiste sans doute à une conception contradictoire du nationalisme malgache : d'une part, le nationalisme contestataire dont les victimes sont traitées de zélées et d'autre part, le nationalisme implorant qui loue l'effort des Français.

Les paysans betsimisaraka, alors jugés responsables et stupides, sont embarrassés devant la propagande du PSD : « si les Français nous quittent, qui d'autres vous

28. R. Litalien, *op. cit.*, p. 171 ; *Imongo Vaovao* du 1^{er} octobre 1958.

29. *Ibidem* p. 162.

30. *Imongo Vaovao* du 1^{er} octobre 1958.

donnera du travail ? L'exemple de la répression ne vous suffit-il pas ? »³¹. Le PSD use à la fois d'un ton moralisateur et cynique : il ne faut plus tomber dans le piège. Ajouter à cela, l'incapacité intellectuelle des Malgaches, sinon la carence d'élites malgaches³² : autant d'arguments pour justifier le bon choix, afin que la population vote pour le « oui ». Ainsi, les membres du CAPSIM qui représentaient à cette époque l'élite tamatavienne, ne seraient pas compétents. Chose curieuse et bizarre, lorsque des nationalistes côtiers qui s'abstiennent de toute allusion tribale, font appel à tous les Malgaches pour revendiquer une indépendance malgache et « non masquée ». L'intérêt est tout autre, c'est de sauvegarder les avantages déjà acquis des Malgaches qui n'ont jamais connu l'oppression coloniale, sinon, comment expliquer cette inconscience, face au subterfuge des membres du PSD ?

Par ailleurs, il est intéressant de découvrir la position des catholiques face à la revendication de l'indépendance de Madagascar. « Oui à la France, c'était non aux Merina »³³. À la fois préoccupés de maintenir leur mainmise dans le pays et de garder la neutralité, les Catholiques doivent se charger de leur mission qui est celle d'évangéliser les Malgaches. Ils reconnaissent cependant la légitimité de l'aspiration à l'indépendance³⁴. Pourtant, les catholiques risquent de faillir à leur mission lorsque « *détacher les églises autochtones des hiérarchies métropolitaines, c'était dénoncer la collusion entre évangélisation et colonisation* »³⁵. Le recours au tribalisme ne fait que rejoindre les arguments du PSD, ainsi le catholicisme et la colonisation vont de pair. Cette manipulation ethnique si obstinée ne cesse de nous étonner, vu la forte empreinte du catholicisme chez les Betsimisaraka³⁶ : Bezaka était pourtant catholique et bon nombre de chrétiens ont réclamé l'indépendance intégrale.

Les termes « oui » inscrits sur le bulletin jaune et « non » sur le bulletin violet³⁷, font partie de la stratégie du gouvernement pour troubler l'esprit des Malgaches : la majorité des Malgaches ne parlent pas le français. De ce fait, il est clair que la propagande ne consiste pas à éclairer les Malgaches quant au choix à faire sur la forme de l'indépendance. De plus, il est naturel que des Malgaches qui ont toujours été favorisés par l'administration coloniale et de surcroît, n'ayant pas souffert l'exploitation coloniale, choisissent le « oui » : les avantages tels que les études en métropole, les postes hauts placés, de retour au pays et le mieux-être des descendants en témoignent³⁸.

Les intimidations que connaissent des fonctionnaires malgaches, à savoir les affectations disciplinaires, freinent l'élan national de ces derniers³⁹. En effet, les surveillances s'avéraient dures à cette époque critique, en raison de l'influence que l'administration coloniale avait sur les délégués cantonaux et les chefs de village⁴⁰. Outre cela, les partis d'opposition n'ont pas accès à la radio nationale, contrairement au PSD, des bureaux de vote manquent de bulletins violets pour le « non », une per-

31. Communication personnelle de Petera Patrisy.

32. *Lumière* du 14 novembre 1958.

33. R. Litalien, *op. cit.*, p. 66.

34. E. Ralaimihoatra, *Histoire de Madagascar, le XXe siècle*, p. 93.

35. H. Grimal, *La Décolonisation 1919-1963*, Armand Colin, Paris, collection U, 1965, p. 141-142.

36. Y. Sylla, *L'expérience catholique en terre betsimisaraka (1933-1950). Les débuts de l'implantation monfortaine*, Thèse de IIIe cycle, Paris I, 1984, 384 p.

37. *Imongo Vaovao*, n° 756 du 29 septembre 1958.

38. Communication anonyme.

39. Communication de Lahady Samuel.

40. *Idem*.

sonne utilise deux à trois bulletins, les militaires font irruption dans les bureaux de vote, autant d'irrégularités de tout genre, que dénonce le pasteur Andriamanjato⁴¹.

Dans la nuit du 20 au 21 septembre 1958, deux voitures furent brûlées dans le garage du membre du conseil de Province de Toamasina et mandataire de la délégation permanente⁴². « *Ceux qui votent pour le « non » veulent le retour du massacre de 1947* »⁴³, une véritable kyrielle de manœuvres qui profite énormément au PSD, se déchaîne pour éliminer les partisans du « non ». De même, le 27 septembre 1958, un avion répand des tracts, déclarant que Bezaka change de position et invite tous les habitants de l'Est à voter pour le « oui »⁴⁴. La hantise du retour des « merina » au pouvoir figure parmi les offensives du PSD, des clichés que les colonisateurs français ont ancrés dans les esprits de la population originaire des côtes, qui serait plus défavorisée que celle des Hautes Terres Centrales. Gallieni a établi cette politique des races pour mieux régner, c'est ce que le gouvernement PSD reproduit lors du référendum de 1958. Cela traduirait-il une quelconque faiblesse du gouvernement, face à la puissance de Bezaka dans sa contrée ?

En effet, la crainte de cette puissance constitue une menace évidente pour le PSD. Il est clair que, quels que soient les arguments du PSD, cette situation s'inscrit dans une lutte de factions. À dire vrai, le duel s'est manifesté entre Alexis Bezaka et Philibert Tsiranana depuis mai 1958⁴⁵, d'où l'un sortira vainqueur et aura le pouvoir, tel une coupe d'argent que les colonisateurs se feront un plaisir d'offrir : « *en 1958, le Général de Gaulle était parvenu à l'idée d'une franche décolonisation concrétisée par l'offre d'indépendance totale lors du référendum du 28 septembre...* »⁴⁶. Au fond, qu'est ce qui oppose ces deux personnages ? Notons que tous les deux reconnaissent indubitablement l'ultime nécessité du soutien des Français, mais comment expliquer cette animosité entre ces deux hommes qui devraient se tendre la main pour juguler un éventuel retour de la monarchie merina si l'on persiste sur la thèse des pro-français ? Ce qui prouve que l'indépendance reste un problème commun à tous les Malgaches.

Une mentalité complexe et imperceptible

Dire que les partisans du « non » lors du référendum en 1958 regroupent en majorité les « merina », amènerait à humilier les Malgaches qui sont originaires des côtes et à les considérer comme des « étrangers » ou « autres ». De plus, que penser du Président du PSD, Philibert Tsiranana, en raison de son origine géographique ? L'on ne peut ignorer également l'intensité de l'insurrection de « 1947 » dans l'Est malgache. Comment qualifier cette attitude du PSD, ne serait-elle pas purement singulière ? Ainsi, les vaillants combattants rapatriés de France dont le lieutenant Paul Be, originaire de Brickaville et le général Tangola, originaire de Mahanoro⁴⁷, ayant conduit les marosalohy à s'insurger, seraient-ils des merina ?

Toujours est-il que cette arme politique dont le PSD a fait usage a fait ses effets durant les campagnes électorales. En substance, cet amalgame d'ethnie et d'appartenance

41. *Imongo Vaovao*, du 4 octobre 1958.

42. *Gazetin'ny Malagasy*, n° 490, du 1^{er} octobre 1958.

43. *Idem*.

44. *Imongo Vaovao*, du 2 octobre 1958 : démenti de Bezaka.

45. *Maresaka*, mai 1958, leurs noms sont souvent cités.

46. H. Grimal, *op. cit.*, p. 36.

47. Communication personnelle de Rajaonarison Clément.

communiste s'impose comme étant la seule et unique arme du PSD, pour mater les partis d'opposition. Force est de constater le rôle du PSD, considéré comme un instrument entre les mains des colonisateurs, lesquels cherchent à tout prix à sauvegarder leur intérêt à Madagascar. Ce qui explique le comportement du PSD qui n'a pas arrêté d'effectuer autant de manigances pour perturber les Malgaches. Que dire, lorsque le PPM, un parti politique appartenant aux catholiques, met en garde les Malgaches contre le péril communiste, lors du Congrès⁴⁸ ? Est-ce que le PSD dénonce comme étant un Congrès communiste ou encore que le « *communisme triomphe à Toamasina* »⁴⁹ ? Ce paradoxe nous laisse deviner la situation particulièrement difficile dans laquelle le PSD s'est mis. Néanmoins, il a réussi vu le contexte socio-politique à cette époque.

Par ailleurs, les propagandistes du « non » optent pour une attitude diffidente, ne faisant pas allusion à l'ethnicité, c'est à dire, à la thèse « côtiers, merina ». « *Choisissez le bulletin violet, votez pour le non, car c'est l'expression de l'indépendance véritable* »⁵⁰. C'est aussi la déclaration du Général de Gaulle⁵¹, or c'est ce que les Malgaches demandent, déclare le pasteur Andriamanjato. Mais la médiatisation politique du PSD est telle que pour certains Malgaches, l'indépendance véritable signifie le départ des Français et par là, l'isolement de l'île. « *Les Malgaches ont bien fait de choisir, « oui » car sans la France, Madagascar ne pourra pas s'en sortir* »⁵².

L'échec du « non » est sans contestation, en dépit des efforts des nationalistes pour conscientiser les masses populaires sur le choix à faire au référendum. Cependant, le résultat des élections de septembre 1958, malgré les fraudes électorales et les intimidations⁵³, montre que Toamasina préserve toujours son rôle de flambeau du nationalisme après Antananarivo. Par conséquent, il nous est impossible de nier la force du CAPSIM voire l'existence du militantisme à Toamasina.

Il n'y a donc ni vainqueur, ni vaincu⁵⁴, seuls les colonisateurs triomphent. Le résultat détaillé du référendum révèle que Toamasina vient au second rang.

Diego-Suarez	33 %	Toliary	7,5 %
Toamasina	34,5 %	Fianarantsoa	4,5 %
Antananarivo	50,5 %	Mahajanga	7 %

Notons que lors des élections provinciales⁵⁵, Bezaka et Zaka Pierre, membres du CAPSIM figurent dans la liste des élus⁵⁶ de la troisième circonscription et la géographie électorale place Toamasina comme étant la deuxième ville nationaliste. Il est à noter que les 34,5 % en dépit de l'échec du « non » font la fierté de Bezaka et de Rakotomalala qui semblent satisfaits de leur rôle. Par contre, ce résultat détaillé nous permet de connaître les efforts sans répit des nationalistes issus des trois provinces, dont

48. *La République*, n° 22 du 1^{er} mai 1958.

49. *Gazetin'ny Malagasy*, n° 417, du 16 mai 1958.

50. *Imongo Vaovao*, n° 716, du 5 septembre 1958.

51. *Ibidem*.

52. Communication personnelle de Asgar Taibjee, de Mamodaly.

53. L. Rabéarimanana, *art. cit.*, p. 45.

54. Communication personnelle de Robert Rakotomalala.

55. *Résultat détaillé du référendum* : pourcentages du « non » dans R. Litalien, p. 175.

56. *Série D-495*, élections provinciales du 31 mars 1957 ANRM.

Diego-Suarez, Toamasina et Antananarivo et cela malgré les sabotages rencontrés lors des campagnes électorales. En conséquence, tout porte à croire qu'il s'agit d'un référendum « truqué » auquel les nationalistes devaient s'attendre.

Par ailleurs, il est nécessaire de suivre le parcours de Bezaka et de ses collègues du RNM ou de l'ex CAPSIM avant que Tsiranana ne révoque son ministre de la santé publique. Tout d'abord, le limogeage des ministres Bezaka, Ramangasoavina et Bezara Justin, ne peut être accepté car la Loi-Cadre n'en fait état. Aussi, Bezaka réagit-il contre l'opinion des ministres quant à la position à prendre devant le référendum. Il se rend à Toamasina pour donner une conférence destinée à la propagande du « non » malgré la solidarité ministérielle pour le « oui » ; « *On sait que Bezaka a fait campagne pour le « non » malgré la solidarité ministérielle pour le « oui»*⁵⁷. Ceci devance la réunion du conseil de gouvernement à laquelle tous les ministres doivent assister pour adopter une position commune vis à vis du référendum, chose qui n'est plus guère possible pour Bezaka. Il poursuit sa propagande et se sentant tout seul et frappé comme il le disait, car ses camarades l'ont abandonné, il dût faire cavalier seul. Est-ce « *l'indépendance devenue possible que Tsiranana avait préparé par un nationalisme fraternel* »⁵⁸ qui a convaincu les autres ministres de consentir à cette voie de l'indépendance ou la crainte de perdre leur siège ? Que penser des réactions des deux ministres si enthousiastes au début, face à la position de non-retour de Bezaka ? S'agit-il encore d'une quelconque pression qui émane du gouvernement ou d'une volonté personnelle de chacun de vouloir coopérer ?

Après le référendum, Bezaka se retire du gouvernement sans regret, « *je suis comme ça et je ne peux changer d'avis* »⁵⁹. Toutefois, son geste que tout Madagascar qualifie de « *glorieux* » et de « *juste* »⁶⁰ n'a fait que rehausser son prestige et son charisme. Les Malgaches saluent le courage et la poigne du leader nationaliste Betsimisaraka. Ainsi, Bezaka s'arroge le titre de héros nationaliste avec l'annonce par Radio-Brazzaville de son éviction, suite à la requête de Tsiranana⁶¹ ; Bezaka constitue une gêne pour Tsiranana, autrement dit, c'est l'homme à abattre malgré son origine côtière.

En substance, le communisme menaçant le territoire malgache et le tribalisme visant à renforcer la rivalité entre les Malgaches ne sont que pure diversion ; « *merina et côtiers* » ne sont plus mis en cause, mais plutôt, l'on assiste à une lutte de pouvoir entre deux côtiers qui ont chacun leur manière de manifester et de prouver leur nationalisme. Peut-on penser que les Malgaches étaient aveugles en 1958, devant toutes ces absurdités, le traumatisme chronique de 1947 les poursuit-il toujours ou étaient-ils en train de savourer cette liberté retrouvée, au point d'ignorer les complots politiques ?

Par ailleurs, qu'en est-il de Bezaka ? Vaincu du duel politique, certes, mais en homme fier de ses actes pour l'amour de son pays. Le RNM dût connaître la débandade de ses membres, suite au nettoyage politique que Tsiranana et son gouvernement ont effectué⁶². « *Des partis fusionnèrent avec le PSD* »⁶³ ; « *pour ne pas être dépouillé de*

57. *France-Madagascar*, n° 2694, du 30 mai 1958.

58. R. Pascal, *op. cit.*, p. 41.

59. Communication personnelle de Bezaka.

60. *Ny Rariny « La justice »* du 10 octobre 1958.

61. *Maresaka*, n° 1417, du 8 octobre 1958.

62. L. Rabéarimanana, *op. cit.*, p. 111.

63. R. Pascal, *op. cit.*, p. 77.

son poste, notre père était obligé d'adhérer au PSD»⁶⁴. Actuellement, le parti CAPSIM, devenu la RNDC (Rénovation Nationale Démocrate Chrétienne), regroupe les jeunes tamataviens et poursuit le rôle de leurs aînés qui est la rénovation nationale malgache.

Au fond, que pouvons-nous tirer de ces événements politiques de 1958 à Toamasina ? Le succès du « oui » au référendum de septembre 1958 traduit une attitude délibérée, quoique timorée, des Malgaches devant leurs propres responsabilités. Du côté des Tamataviens où « 1946 », « 1956 » et « 1957 » annonçaient sous d'heureux auspices la vie politique, « 1958 » par contre, marque la rupture due indéniablement au noyautage de l'AKFM, lors du Congrès national et de ses retombées politiques.

Que cherchaient en réalité les Malgaches en 1958 ? Une question lourde de sens, si l'on tient compte du brusque dérapage que la population tamatavienne a réalisé, lors du référendum. Si le poids des édiles ou de la logique de la ville est bel et bien présent, le souvenir de l'horrible répression de 1947 reste plus que jamais vivace chez les habitants de l'Est : le « *mamy ny miaina* » ou « *il est doux de vivre* » l'emporte sur le nationalisme.

En conclusion, cette recherche a pour objet de mettre en exergue le rôle sans précédent que des nationalistes malgaches à Toamasina ont tenu dans la lutte pour la libération nationale.

C'est pourquoi, les nationalistes, y compris les marosalohy, doivent dorénavant figurer dans l'histoire politique de la nation. Ce combat que ces derniers ont mené pour se défaire du joug colonial, en reste une preuve irréfutable. Aussi, méritent-ils d'être élevés au rang des héros de la nation, en guise de reconnaissance de la part de la génération actuelle. Toamasina a grandement participé à la décolonisation de Madagascar, ainsi elle a fait son histoire et par conséquent a son histoire. La lutte pour l'indépendance de Madagascar concernait tous les Malgaches sans exception, le nationalisme a fait ses preuves, malgré toutes les tentatives pour l'estomper. Par contre, le problème ethnique, instrument qui a servi les pro-colonialistes pour la survie de la politique coloniale, n'est qu'une exploitation pour donner des colorations racistes.

Cependant, l'instauration des provinces autonomes en ce début du XXI^e siècle ne peut empêcher les Malgaches de redouter une éventuelle intensification de cette manipulation, monnaie courante, pour une déstabilisation politique. Ce qui dénote un souci de préservation de l'unité nationale. Toujours est-il que la conscience d'appartenir à une seule race, la race malgache, l'emporte sur l'immaturation de certains hommes politiques.

64. La fille de Mbelomasina, membre du CAPSIM.